



PREFECTURE DU BAS-RHIN

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES Bureau de l'environnement et des Procédures Publiques

ARRÊTÉ PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE

fixant à l'EARL ULRICH Laurent des prescriptions mises à jour pour son élevage de porcs autorisé pour 6024 animaux-équivalents en présence simultanée à
KLEINFRANKENHEIM

LE PRÉFET DU BAS-RHIN

- VU** le code de l'Environnement, notamment le titre I^{er} du livre V de la partie législative et le titre I^{er} du livre V de la partie réglementaire,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 relatif au bilan de fonctionnement prévu par le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977,
- VU** l'arrêté du 7 février 2005 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement,
- VU** l'arrêté préfectoral interdépartemental du 28 juillet 2009 relatif au 4^{ème} programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole,
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 5 août 1988 autorisant M. Pierre Ulrich à exploiter un élevage de 867 porcs de plus de 30 kg sur la commune de KLEINFRANKENHEIM, section 4 parcelle 8 (2421),
- VU** le récépissé de déclaration du 8 octobre 1991 délivré à M. Pierre Ulrich relatif à la transformation partielle d'une porcherie de 810 places en maternité de 210 places à KLEINFRANKENHEIM, section 4 parcelle 8 (2421),
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 7 juillet 1992 autorisant M. Pierre Ulrich à exploiter une porcherie d'engraissement de 1300 places sur la commune de KLEINFRANKENHEIM, lieu-dit « Kreuz »,

- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 19 juillet 1999 autorisant M. Laurent Ulrich à exploiter un élevage de 1792 porcs de plus de 30 kg sur la commune de KLEINFRANKENHEIM, lieu-dit « Kreuz »
- VU** le bilan de fonctionnement déposé par l'EARL ULRICH Laurent en application de l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 relatif au bilan de fonctionnement,
- VU** le rapport du 16 juin 2011 de la Direction départementale de la protection des populations chargée de l'inspection des installations classées,
- VU** l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) du 14 juillet 2011,

CONSIDERANT l'obligation s'appliquant aux élevages IPPC en matière de mise en œuvre des Meilleures Techniques Disponibles (MTD),

CONSIDERANT le positionnement satisfaisant de l'élevage au regard des techniques qu'il met en œuvre par rapport aux MTD du même secteur d'activité,

CONSIDERANT la nécessité de mettre à jour les conditions d'autorisation de l'installation classée de porcs qui impose à l'exploitant des mesures permettant d'assurer les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, et notamment :

- les dispositions relatives à la prévention des risques,
- la mise à jour du plan d'épandage,
- les mesures d'auto-surveillance et la transmission d'un nouveau bilan sous dix ans,

APRÈS communication au demandeur du projet d'arrêté statuant sur sa demande,

SUR proposition du secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

ARRÊTE

Table des matières

TITRE A : PORTEE DE L'ARRÊTE ET CONDITIONS GENERALES	5
ARTICLE 1 : BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION	5
Article 1.1 : Exploitant titulaire de l'autorisation	5
Article 1.2 : Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs	5
ARTICLE 2 : NATURE DES INSTALLATIONS	5
Article 2.1 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.....	5
Article 2.2 : Autres limites de l'autorisation	5
Article 2.3 : Consistance des installations autorisées.....	6
ARTICLE 3 : MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE	7
Article 3.1 - Modifications apportées aux installations :	7
Article 3.2 - Équipements et matériels abandonnés.....	7
Article 3.3 - Transfert sur un autre emplacement	7
Article 3.4 - Changement d'exploitant	7
Article 3.5 - Cessation d'activité.....	7
ARTICLE 4 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS	7
TITRE B : IMPLANTATION, AMENAGEMENT ET CONDUITE DE L'INSTALLATION ...	9
ARTICLE 5 : RÈGLES D'AMÉNAGEMENT DE L'ÉLEVAGE.....	9
ARTICLE 6 : INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE	9
ARTICLE 7 : LUTTE CONTRE LES MOUCHES ET LES RONGEURS	9
ARTICLE 8 : INCIDENTS OU ACCIDENTS	9
Déclaration et rapport	9
ARTICLE 9 : DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION	9
TITRE C : PREVENTION DES RISQUES.....	11
ARTICLE 10 : PRINCIPES DIRECTEURS	11
ARTICLE 11 : INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS	11
Article 11.1 : Accès et circulation dans l'établissement	11
Article 11.2 : Protection contre l'incendie.....	11
Protection interne :	11
Protection externe :	11
Numéros d'urgence.....	11
Article 11.3 : Installations techniques.....	11
Article 11.4 : Formation du personnel	12
ARTICLE 12 : PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES	12
Article 12.1 : Organisation de l'établissement	12
Article 12.2 : Rétentions	12
Article 12.3 : Réservoirs	12
Article 12.4 : Règles de gestion des stockages en rétention	12
TITRE D : PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	13
ARTICLE 13 : PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU	13
Article 13.1 : Origine des approvisionnements en eau	13
Article 13.2 : Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement	13
ARTICLE 14 : GESTION DES EAUX PLUVIALES.....	13
ARTICLE 15 : GESTION DES EFFLUENTS.....	13

Article 15.1 : Identification des effluents ou déjections.....	13
Article 15.2 : Gestion des ouvrages de stockage ou de (pré)traitement : conception, dysfonctionnement	14
TITRE E : LES EPANDAGES.....	15
ARTICLE 16 : RÈGLES GENERALES.....	15
ARTICLE 17 : DISTANCES MINIMALES DES EPANDAGES VIS À VIS DES TIERS	15
ARTICLE 18 : MODALITE DE L'EPANDAGE.....	15
Article 18.1 : Origine des effluents à épandre.....	15
Article 18.2 : Quantité maximale annuelle à épandre à l'hectare - Restrictions.....	16
Article 18.3 : Le plan d'épandage.....	16
Article 18.4 : Epandages interdits.....	16
ARTICLE 19 : MISE A DISPOSITION DE PARCELLES POUR L'EPANDAGE PAR UN TIERS	17
TITRE F : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE	18
ARTICLE 20 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES	18
ARTICLE 21 : ODEURS ET GAZ.....	18
ARTICLE 22 : EMISSIONS ET ENVOLS DE POUSSIÈRES	18
ARTICLE 23 : FABRICATION D'ALIMENTS.....	18
TITRE G : DECHETS	19
ARTICLE 24 : PRINCIPES DE GESTION	19
Article 24.1 : Limitation de la production de déchets	19
Article 24.2 : Séparation des déchets	19
Article 24.3 : Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement	19
Article 24.4 : Déchets traités ou éliminés à l'intérieur de l'établissement	19
Article 24.5 : Cas particuliers des cadavres d'animaux	19
TITRE H : PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS	20
TITRE I : SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS	21
ARTICLE 25 : BILAN DE FONCTIONNEMENT.....	21
ARTICLE 26 : PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE	21
Article 26.1 : Principe et objectifs du programme d'auto surveillance	21
ARTICLE 27 : MODALITES D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE....	22
Article 27.1 : Auto surveillance de l'épandage	22
Cahier d'épandage	22
Analyses de terres et des effluents.....	22
ARTICLE 28 : SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS	22
TITRE J : DISPOSITIONS SUPPLEMENTAIRES RELATIVES A LA MISE EN OEUVRE DES MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES.....	23
ARTICLE 29 : EPANDAGE.....	23
TITRE K : DISPOSITIONS DIVERSES	24
ARTICLE 30 : SANCTIONS.....	24
ARTICLE 31 : PUBLICITE.....	24
ARTICLE 32 : FRAIS.....	24
ARTICLE 33 : EXECUTION – AMPLIATION.....	24
ANNEXE 1.....	25

ANNEXE 2 : PLAN DE MASSE.....	26
ANNEXE 3 : PLAN D'EPANDAGE.....	29

TITRE A : PORTEE DE L'ARRÊTE ET CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 1 : BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION

Article 1.1 : Exploitant titulaire de l'autorisation

L'EARL ULRICH Laurent, dont le siège social est établi 7 rue de l'Ecole –67370 KLEINFRANKENHEIM, est autorisée, sous réserve des prescriptions du présent arrêté, à exploiter un élevage de porcs de 6024 animaux-équivalents.

Article 1.2 : Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Le présent arrêté se substitue aux arrêtés préfectoraux du 7 juillet 1992 et du 19 juillet 1999 ainsi qu'au récépissé de déclaration du 8 octobre 1991, qui sont abrogés.

ARTICLE 2 : NATURE DES INSTALLATIONS

Article 2.1 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	A ,D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume maximum
2102-1	A	Elevage de porcs de plus de 450 animaux-équivalents	Bâtiments d'élevage	Effectif	>450	animaux-équivalents	6024

A : autorisation ;

Les 6024 animaux équivalents (a-e) autorisés en présence simultanée se composent de :

- 21 bandes de 25 truies mettant bas, soit 525 truies, soit 1575 animaux-équivalents (a-e) ;
- 5 verrats, soit 15 a-e ;
- 58 cochettes en moyenne, soit 58 a-e, introduite à raison de 4 par bande lors de la phase « saillie » ;
- 3902 porcs à l'engrais, soit 3902 a-e ;
- 2128 porcelets, soit 425,6 a-e ;
- 16 truies supplémentaires, soit 48 a-e, correspondant aux truies saillies sans succès (non gestantes).

Article 2.2 : Autres limites de l'autorisation

Les installations sont exploitées conformément aux données techniques contenus dans le bilan de fonctionnement et les différents dossiers de mise à jour des informations relatives au fonctionnement de l'élevage de porcs et des installations annexes (atelier de fabrication d'aliments, silos de stockage des aliments).

Elles se composent de (voir plan de masse en annexe 1) :

Pour le site 1 :

- d'une quarantaine de 28 places ;
- de neuf maternités de 133 places au total ;
- de deux salles de saillie (verraterie) de 87 places pour les truies et 5 pour les verrats, auxquelles s'ajoutent 40 places pour les cochettes en attente de saillie ;
- de deux salles de gestante de 324 places (comportant également 1 verrat et 40 cochettes) ;
- de trois fosses couvertes de 390 m³ utiles (fosse couverte extérieure principalement pour le lisier du bloc gestante), 269 m³ utiles (fosse couverte quarantaine) et 178 m³ utiles (fosse couverte atelier principalement pour le lisier du bloc saillie) et de fosses sous caillebotis pour un total de 843 m³ utiles ;
- des silos.

Pour le site 2 :

- d'un bâtiment d'engraissement de 1991 avec 10 salles de 156 places chacune ;
- d'un bâtiment d'engraissement de 1998 avec 8 salles de 240 places, une salle de 222 places et une salle avec 200 places ;
- d'un bâtiment de post sevrage de 1997 avec 8 salles de 266 places chacune ;
- de deux fosses à lisier aériennes de respectivement 1082 m³ et 1796 m³ utiles et de fosses sous caillebotis pour un total de 1962 m³ utiles ;
- de deux silos tours pour le maïs humide (900 m³) et le blé (450 m³).

Article 2.3 : Consistance des installations autorisées

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

Rythme d'activité : l'activité d'élevage est continue tout au long de l'année.

Organisation de l'élevage : les truies sont réparties en vingt et un groupes homogènes appelés « bandes » (25 à 29 truies par bandes) et l'activité s'articule autour de différents ateliers :

- 1) L'atelier « saillie » où est effectuée hebdomadairement l'insémination des truies
- 2) L'atelier « gestante » où se déroule la période de gestation avant mise bas
- 3) L'atelier « maternité » où s'effectue la mise bas des porcelets toutes les semaines alternativement dans l'une des neuf maternités existantes
- 4) L'atelier « post sevrage » dans lequel sont transférés les porcelets de 4 semaines jusqu'à l'âge d'environ deux mois et demi et un poids de sortie d'environ 25-30 kg
- 5) L'atelier « engraissement » dans lequel sont engraisés les porcs jusqu'à un âge d'environ six mois pour atteindre un poids de l'ordre de 110 kg

Le nombre théorique de bandes mettant bas est ainsi de 52 par an et le nombre de porcs produits annuellement de l'ordre de 12200. Par ailleurs, compte tenu des capacités des installations d'engraissement, environ 850 porcelets sont vendus au sevrage et 1300 porcelets vers 25 kg.

L'aliment distribué automatiquement est fabriqué sur l'exploitation et comprend différentes phases selon la catégorie et le stade physiologique des animaux : (aliments truies selon gestation et lactation – aliments porcelets premier âge et deuxième âge – aliments porcs croissance et finition).

L'eau est distribuée par un système abreuvoir automatique.

Les effluents sont récupérées dans les fosses sous les caillebotis et évacué régulièrement vers les fosses extérieurs de stockage, selon un rythme variable en fonction des animaux présents (fréquence de l'ordre de trois fois par semaine dans les maternités contre une fois par bande dans les salles d'engraissement).

ARTICLE 3 : MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE

Article 3.1 - Modifications apportées aux installations :

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 3.2 - Équipements et matériels abandonnés

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 3.3 - Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

Article 3.4 - Changement d'exploitant

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant.

Article 3.5 - Cessation d'activité

Lorsque l'installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était autorisée, son exploitant en informe le préfet au moins trois mois avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées.

L'exploitant remet en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger. En particulier :

- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;
- les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées et semi-enterrées, elles sont rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.

ARTICLE 4 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai d'un an à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au préfet.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

TITRE B : IMPLANTATION, AMENAGEMENT ET CONDUITE DE L'INSTALLATION

ARTICLE 5 : RÈGLES D'AMÉNAGEMENT DE L'ÉLEVAGE

Tous les sols des bâtiments d'élevage et des aires d'ensilage susceptibles de produire des jus, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les ouvrages de stockage et de traitement, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité.

Le revêtement des sols des aires extérieures de distribution ou de stockage des aliments est lisse pour permettre un balayage soigné et maintenu en parfait état de propreté.

A l'intérieur des bâtiments d'élevage, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins.

ARTICLE 6 : INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

L'exploitant procède à des plantations pour favoriser l'intégration paysagère des extensions liées à la modification des conditions d'exploiter du présent arrêté. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet, les ouvrages de stockages (effluents ou aliments) et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement, etc.).

ARTICLE 7 : LUTTE CONTRE LES MOUCHES ET LES RONGEURS

Conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 7 février 2005 (article 21), l'exploitant lutte contre la prolifération des mouches et des rongeurs aussi souvent que nécessaires dans les différents bâtiments.

Les stockages des aliments pour animaux (céréales, etc.) sont préférentiellement réalisés dans des conteneurs (silos, bacs, etc.), de façon à en limiter l'accès aux petites bêtes.

ARTICLE 8 : INCIDENTS OU ACCIDENTS

Déclaration et rapport

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 9 : DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivant :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,

- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- le plan d'épandage et le cahier d'épandage,
- les rapports des contrôles techniques de sécurité (rapport de contrôle des installations électriques, vérification des extincteurs, diagnostic amiante, etc.),
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, une version papier doit être à disposition de l'inspection des installations classées.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Toutes les pièces archivées doivent être conservées au minimum 5 ans.

TITRE C : PREVENTION DES RISQUES

ARTICLE 10 : PRINCIPES DIRECTEURS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences.

ARTICLE 11 : INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

Article 11.1 : Accès et circulation dans l'établissement

Les voies de circulation et d'accès sont maintenues en bon état et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour permettre en particulier le passage des engins des services d'incendie.

Article 11.2 : Protection contre l'incendie

Protection interne :

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre.

Ces moyens sont complétés :

- s'il existe un stockage de fuel ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;
- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'établissement.

Protection externe :

L'établissement dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.

Numéros d'urgence

Doivent être affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;
- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;
- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;
- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112

Article 11.3 : Installations techniques

Les installations techniques (gaz, chauffage, fuel) sont réalisées et contrôlées conformément aux dispositions des normes et réglementations en vigueur.

Les installations électriques sont réalisées conformément aux normes et réglementations en vigueur et maintenues en bon état. Elles sont contrôlées au moins tous les ans par un technicien compétent. Les rapports de vérification et les justificatifs de la réalisation des travaux rendus nécessaires suite à ces rapports sont tenus à la disposition des organismes de contrôle et de l'inspecteur des installations classées.

Lorsque l'exploitant emploie du personnel, les installations électriques sont réalisées et contrôlées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail.

Article 11.4 : Formation du personnel

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

ARTICLE 12 : PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Article 12.1 : Organisation de l'établissement

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 12.2 : Rétentions

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires, ni aux stockages des effluents.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50% de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20% de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Article 12.3 : Réservoirs

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Article 12.4 : Règles de gestion des stockages en rétention

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respectent les dispositions du présent arrêté.

TITRE D : PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

ARTICLE 13 : PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Article 13.1 : Origine des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie sont prélevés exclusivement du réseau public de distribution.

Un compteur d'eau volumétrique est installé sur chacune des conduites d'alimentation en eau de l'installation.

La périodicité des relevés des consommations d'eau est adaptée à l'activité de l'élevage et à la consommation prévue, de l'ordre de 7300 m³/an (soit environ 20 m³/jour).

Article 13.2 : Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement

L'ensemble des ouvrages d'alimentation en eau sont équipés d'un dispositif de disconnexion muni d'un système de non-retour.

Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.

ARTICLE 14 : GESTION DES EAUX PLUVIALES

Les eaux pluviales non polluées sont séparées des eaux résiduaires et des effluents d'élevage et peuvent être évacuées vers le milieu naturel ou vers un réseau particulier.

Les eaux de pluie provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur des aires souillées. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.

Les aliments stockés en dehors des bâtiments, à l'exception du front d'attaque des silos en libre-service et des racines et tubercules, sont couverts en permanence par une bâche maintenue en bon état ou tout autre dispositif équivalent afin de les protéger de la pluie. Les aires découvertes des silos font l'objet d'un nettoyage soigné.

ARTICLE 15 : GESTION DES EFFLUENTS

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des bâtiments et des annexes et les eaux susceptibles de ruisseler sur les aires bétonnées sont collectées par un réseau étanche et dirigées vers les installations de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents.

Article 15.1 : Identification des effluents ou déjections

Les effluents produits par l'élevage se composent du lisier des différents ateliers.

Type d'effluents ou de déjections	Volume ou masse produit annuellement	Valeur agronomique (kg)		
		Nt	P ₂ O ₅	K ₂ O
Lisier	10943 m ³	47666 kg	27951 kg	34519 kg

Article 15.2 : Gestion des ouvrages de stockage ou de (pré)traitement : conception, dysfonctionnement

Les ouvrages de stockage des effluents sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.

Les ouvrages de stockage à l'air libre des effluents liquides présentant un risque de chute sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité efficace. Les nouveaux ouvrages sont dotés de dispositifs de contrôle de l'étanchéité. Les ouvrages de stockage des lisiers et effluents liquides sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 relatif aux travaux de maîtrise des pollutions liées aux effluents d'élevage.

Stockage de certains effluents sur une parcelle d'épandage

Sans objet

TITRE E : LES EPANDAGES

ARTICLE 16 : RÈGLES GENERALES

Les effluents d'élevage de l'exploitation peuvent être soumis à une épuration naturelle par le sol et son couvert végétal.

L'exploitant est autorisé à pratiquer l'épandage de ses déjections et/ou effluents sur les parcelles, dont la liste figure en annexe au présent arrêté et conformément au plan d'épandage tel que prévu à l'article 18.3 du présent arrêté.

La nature, les caractéristiques et les quantités d'effluents destinés à l'épandage sont telles que leur manipulation et leur application ne portent pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures, à la qualité des sols et des milieux aquatiques, et que les nuisances soient réduites au minimum.

Les opérations d'épandage sont conduites afin de valoriser au mieux les éléments fertilisants contenus dans les effluents et d'éviter toute pollution des eaux.

ARTICLE 17 : DISTANCES MINIMALES DES EPANDAGES VIS À VIS DES TIERS

Les distances minimales entre, d'une part, les parcelles d'épandage des effluents et, d'autre part, toute habitation des tiers ou tout local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, sont fixées dans le tableau suivant :

	DISTANCE MINIMALE	DÉLAI MAXIMAL d'enfouissement après épandage sur terres nues
Lisiers et purins, lorsqu'un dispositif permettant l'injection directe dans le sol est utilisé.	15 mètres	Immédiat
Fumiers bovins et porcins compacts non susceptibles d'écoulement, après un stockage d'au minimum deux mois ; Effluents, après un traitement visé à l'article 19 de l' <u>arrêté ministériel du 7 février 2005*</u> et/ou atténuant les odeurs.	50 mètres	24 heures
Autres cas.	100 mètres	24 heures

* fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovines, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du Livre V du code de l'environnement

En dehors des périodes où le sol est gelé, les épandages sur terres nues des effluents sont suivis d'un enfouissement dans les délais précisés par le tableau ci-dessus.

ARTICLE 18 : MODALITE DE L'EPANDAGE

Article 18.1 : Origine des effluents à épandre

Les effluents à épandre sont constitués exclusivement des effluents de l'élevage dont les quantités sont données dans le tableau figurant à l'article 15.1 .

Les déficits en éléments minéraux sont comblés par des apports d'engrais minéraux. Un éventuel épandage d'effluents provenant d'autres origines (exemple : jus d'ensilage, boues de station d'épuration) est réalisé conformément aux dispositions prévues à l'article 18.3 du présent arrêté.

Article 18.2 : Quantité maximale annuelle à épandre à l'hectare - Restrictions

La fertilisation doit être équilibrée et correspondre aux capacités exportatrices réelles de la culture ou de la prairie concernée.

En aucun cas la capacité d'absorption des sols ne doit être dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur les sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

Les apports azotés, toutes origines confondues (effluents d'élevage, effluents d'origine agroalimentaire, engrais chimique ou autres apports azotés d'origine organique ou minérale), sur les terres faisant l'objet d'un épandage, tiennent compte de la nature particulière des terrains et de la rotation des cultures.

La fertilisation azotée organique est interdite sur toutes les légumineuses sauf la luzerne et les prairies d'association graminées-légumineuses.

Article 18.3 : Le plan d'épandage

Tout épandage est subordonné à la production d'un plan d'épandage. Ce plan définit, en fonction de leur aptitude à l'épandage, les parcelles qui peuvent faire l'objet d'épandage d'effluents organiques. Il doit démontrer que chacune des parcelles réceptrices, y compris celles mises à disposition par des tiers, est apte à permettre la valorisation agronomique des effluents.

Le plan d'épandage comporte au minimum les éléments suivants :

- l'identification des parcelles (références cadastrales ou tout autre support reconnu, superficie totale et superficie épandable) regroupées par exploitant ;
- l'identité et adresse de l'exploitant et des prêteurs de terres qui ont souscrit un contrat écrit avec l'exploitant ;
- la localisation sur une représentation cartographique à une échelle comprise entre 1/12 500 et 1/5 000 des parcelles concernées et des surfaces exclues de l'épandage en les différenciant et en indiquant les motifs d'exclusion ;
- les systèmes de culture envisagés (cultures en place et principales successions) ;
- la nature, la teneur en azote avec indication du mode d'évaluation de cette teneur (analyses ou références) et la quantité des effluents qui seront épandus ;
- les doses maximales admissibles par type d'effluent, de sol et de culture en utilisant des références locales ou toute autre méthode équivalente ;
- le calendrier prévisionnel d'épandage rappelant les périodes durant lesquelles l'épandage est interdit ou inapproprié. Dans les zones vulnérables, ces périodes sont celles définies dans l'arrêté préfectoral interdépartemental du 28 juillet 2009 relatif au 4^{ème} programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole.

L'ensemble de ces éléments est présenté dans **un document de synthèse** tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Au jour de la signature du présent arrêté, ce plan d'épandage se compose de 370,07 ha de surfaces épandables (voir annexe 3).

Toute modification notable du plan d'épandage doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet.

Article 18.4 : Epandages interdits

L'épandage des effluents d'élevage et des produits issus de leur traitement est interdit :

- à moins de 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers ;
- à moins de 200 mètres des lieux de baignade (à l'exception des piscines privées) et des plages ; le préfet peut réduire cette distance jusqu'à 50 mètres pour l'épandage de composts élaborés conformément à l'article 17 ;
- à moins de 500 mètres en amont des piscicultures soumises à autorisation ou déclaration sous la rubrique 2130 de la nomenclature des installations classées et des zones conchylicoles, sauf dérogation liée à la topographie, à la circulation des eaux et prévue par l'arrêté d'autorisation ;
- à moins de 35 mètres des berges des cours d'eau ; cette limite est réduite à 10 mètres si une bande de 10 mètres enherbée ou boisée et ne recevant aucun intrant est implantée de façon permanente en bordure des cours d'eau ;
- sur les terrains de forte pente sauf s'il est mis en place des dispositifs prévenant tout risque d'écoulement et de ruissellement vers les cours d'eau ;
- sur les sols pris en masse par le gel (exception faite pour les fumiers et les composts) ou enneigés ;
- sur les sols inondés ou détrempés ;
- pendant les périodes de fortes pluviosités ;
- sur les sols non utilisés en vue d'une production agricole.

ARTICLE 19 : MISE A DISPOSITION DE PARCELLES POUR L'EPANDAGE PAR UN TIERS

Un contrat lie le producteur d'effluents d'élevage à un exploitant qui valorise les effluents. Ce contrat définit les engagements de chacun ainsi que leurs durées.

Ces contrats sont mis à jour de façon à assurer une cohérence avec le plan d'épandage autorisé par le présent arrêté.

TITRE F : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

ARTICLE 20 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses.

Le brûlage à l'air libre est interdit, à l'exclusion des essais incendie.

ARTICLE 21 : ODEURS ET GAZ

Les bâtiments sont correctement ventilés.

L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs ou de gaz, en particulier d'ammoniac, susceptibles de créer des nuisances de voisinage ou de nuire à la santé, à la sécurité publique ou à l'environnement.

ARTICLE 22 : EMISSIONS ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les opérations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.

ARTICLE 23 : FABRICATION D'ALIMENTS

Le fonctionnement de la fabrique d'aliments est réalisé dans des conditions qui ne sont pas de nature à troubler les commodités de voisinage.

TITRE G : DECHETS

ARTICLE 24 : PRINCIPES DE GESTION

Article 24.1 : Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son élevage et en limiter la production.

Article 24.2 : Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets d'emballage visés par le décret 94-609 sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions du Décret 2002-1563 du 24 décembre 2002 ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Article 24.3 : Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Les déchets spécifiques tels que matériel de chirurgie, et médicaments périmés font l'objet d'un tri sélectif, d'un emballage particulier et sont éliminés conformément à la réglementation en vigueur.

Article 24.4 : Déchets traités ou éliminés à l'intérieur de l'établissement

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

Article 24.5 : Cas particuliers des cadavres d'animaux

Les animaux morts sont entreposés et enlevés par l'équarrisseur ou détruits selon les modalités prévues par le code rural.

En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (porcelets) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un récipient fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié.

Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur. Dans l'hypothèse d'un enlèvement très différé et selon la température extérieure, un stockage réfrigéré doit alors être réalisé.

TITRE H : PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne doit pas compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité. A cet effet, son émergence doit rester inférieure aux valeurs suivantes :

Pour la période allant de 6 heures à 22 heures :

DURÉE CUMULÉE d'apparition du bruit particulier T	ÉMERGENCE MAXIMALE Admissible en db (A)
T < 20 minutes	10
20 minutes ≤ T < 45 minutes	9
45 minutes ≤ T < 2 heures	7
2 heures ≤ T < 4 heures	6
T ≥ 4 heures	5

Pour la période allant de 22 heures à 6 heures : émergence maximale admissible : 3 db (A), à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

L'émergence est définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent Leq.

L'émergence due aux bruits engendrés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :

- en tous points de l'intérieur des habitations riveraines des tiers ou des locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées ;
- le cas échéant, en tous points des abords immédiats (cour, jardin, terrasse, etc.) de ces mêmes locaux.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier et autres matériels qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur (ils répondent aux dispositions de l'arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments).

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

TITRE I : SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

ARTICLE 25 : BILAN DE FONCTIONNEMENT

En vue de permettre au préfet de réexaminer si nécessaire les conditions de l'autorisation, et conformément à l'arrêté du 29 juin 2004, l'exploitant lui présente régulièrement un bilan de fonctionnement portant sur les conditions d'exploitation de l'installation inscrites dans le présent arrêté.

Ce bilan contient :

- Une évaluation des principaux effets actuels sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;
- Une synthèse des moyens actuels de prévention et de réduction des pollutions et la situation de ces moyens par rapport aux meilleures techniques disponibles ;
- Les investissements en matière de prévention et de réduction des pollutions au cours de la période décennale passée ;
- L'évolution des flux des principaux polluants au cours de la période décennale passée ;
- Les conditions actuelles de valorisation et d'élimination des déchets ;
- Un résumé des accidents et incidents au cours de la période décennale passée qui ont pu porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;
- Les conditions d'utilisation rationnelle de l'énergie ;
- Les conditions de consommation rationnelle de l'eau
- Les mesures envisagées en cas d'arrêt définitif de l'exploitation.

Ce bilan de fonctionnement devra être transmis au plus tard 10 ans après la notification du présent arrêté. Toutefois le Préfet peut demander une remise d'un bilan anticipé s'il estime que les conditions d'exploitation ont évoluées ou si un nouveau document de référence présentant les meilleures techniques disponibles est publié.

ARTICLE 26 : PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Article 26.1 : Principe et objectifs du programme d'auto surveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

ARTICLE 27 : MODALITES D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE

Article 27.1 : Auto surveillance de l'épandage

Cahier d'épandage

Un cahier d'épandage, conservé pendant une durée de dix ans, mis à la disposition de l'inspection des installations classées, doit être tenu à jour. Il comporte les informations suivantes :

- les quantités d'effluents ou de déchets épandus par unité culturale ;
- les dates d'épandage ;
- les parcelles réceptrices et leur surface ;
- les cultures pratiquées ;
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les déchets ou effluents, avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation ;
- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses.

L'exploitant doit pouvoir justifier à tout moment de la localisation des déchets ou des effluents produits (entreposage, dépôt temporaire, transport ou épandage) en référence à leur période de production et aux analyses réalisées.

Analyses de terres et des effluents

Conformément aux dispositions prévues aux articles 18.3 et 25.1, des analyses de terres prélevées sur des parcelles réceptrices et représentatives des surfaces d'épandage, avant épandage, seront effectuées au minimum tous les cinq ans par un laboratoire agréé. Ces analyses porteront au minimum sur les teneurs résiduelles en azote, phosphore et potasse. **Des analyses complémentaires à un rythme décennal porteront dans les mêmes conditions sur les éléments cuivre et zinc.**

L'éleveur procède aussi régulièrement à des analyses de la valeur fertilisante de ses lisiers en phosphore et potasse, de façon à ajuster au plus juste ses pratiques d'épandage aux obligations définies à l'article 18.3. L'analyse de la valeur azotée des lisiers est réalisée préalablement aux épandages, à l'aide d'un appareil d'estimation immédiat.

Ces analyses seront tenues à la disposition de l'inspecteur des Installations Classées, avec le bilan de fertilisation qui devra en découler.

ARTICLE 28 : SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS

L'exploitant suit les résultats de mesures qu'il réalise. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

TITRE J : DISPOSITIONS SUPPLEMENTAIRES RELATIVES A LA MISE EN OEUVRE DES MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES

ARTICLE 29 : EPANDAGE

L'exploitant met en oeuvre des pratiques d'épandage compatibles avec les meilleures techniques disponibles.

Il s'attache à limiter la durée des épandages, de façon à réduire la perception des nuisances olfactives.

Il veille autant que possible à réaliser une incorporation du lisier rapide, y compris quand cela est possible, sur les sols couverts, en fonction des possibilités techniques et agronomiques.

TITRE K : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 30 : SANCTIONS

En cas de non respect des prescriptions du présent arrêté et indépendamment des poursuites pénales encourues, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement (consignation de fonds, travaux d'office).

ARTICLE 31 : PUBLICITE

Conformément à l'article R.512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de SCHNERSHEIM-KLEINFRANKENHEIM et mise à disposition de tout intéressé, sera affiché dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré, aux frais du permissionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

ARTICLE 32 : FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté seront à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 33 : EXECUTION – AMPLIATION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,
Le Maire de la commune de SCHNERSHEIM-KLEINFRANKENHEIM,
Les inspecteurs des installations classées de la direction départementale de la protection des populations du Bas-Rhin,
La gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera notifiée à l'EARL ULRICH Laurent.

Strasbourg, le **23 AOUT 2011**

LE PREFET,
Pour le Préfet
(Signature)
Le Secrétaire Général

Michel THEUIL

ANNEXE 1

DOCUMENTS TENUS A DISPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

- dossier prévu à l'article 9
- rapport de contrôle des installations électriques (article 11.3) ;
- consignes écrites des vérifications prévues à l'article 12.1 ;
- bilan annuel des utilisations d'eau et rapport de vérification du dispositif de protection du réseau d'adduction publique contre un éventuel retour d'eau (articles 13.1 et 13.2) ;
- document de synthèse relatif au plan d'épandage prévu à l'article 18.3 ;
- document d'auto surveillance mentionné à l'article 26.1 (cahier d'épandage et résultats d'analyses) ;
- cahier d'épandage et résultats des analyses et bilan de fertilisation prévus à l'article 27.1;

INFORMATIONS A TRANSMETTRE A L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

- article 8 : rapport d'accident ou d'incident sous 15 jours ;
- modification du plan d'épandage (article 18.3) ;

ANNEXE 2 : PLAN DE MASSE

3 maternités de 18 places		3 maternités de 14 places	Quarantaine 28 pl
Fosse couverte	Grde Gestante - 146 places + 25 cochettes		Bureau et vestiaire
Gestante côté 177 places + 15 cochettes + 1 verrat		Verraterie 42 places truies et 2 verrats	Atelier
		Verraterie 41 places truies et 2 verrats	
			Mat 16 pl
			Mat 5 pl

Plan de Masse de l'atelier "Truies"

- 1 quarantaine de 28 places
- 2 maternités = 133 places
- 2 verrateries = 87 places
(dont 4 verrats)
- 2 gestantes = 364 places
(dont 1 verrot et 40 cochettes)

Plan d'épandage à jour 2010

Plan d'épandage EARL ULRICH Laurent mise à jour 2010

Exploitant	N° lots	N° lots PAC	Ban communal	Surface totale	Nature		Pente		Retrait de surfaces en raison de la proximité avec des habitations	Surface 1	Retrait de surfaces 35 m des cours d'eau et/ou zone inondable et/ou PPR	Surface 2	Surface éparpillée	Type de Sol
					Terres labourables	Prairies	Faible	Forte						
EARL des Passereaux	F5	5	Truchtersheim	2,00	X		X				HYD	0,47	1,53	3
EARL des Passereaux	F8	8	Truchtersheim	3,64	X		X				HYD	1,86	1,80	3
EARL des Passereaux	F12	12	Truchtersheim	6,28	X		X						6,23	1
EARL des Passereaux	F16	16	Truchtersheim	1,42	X		X						1,42	1
EARL des Passereaux	F20	20	Truchtersheim	0,31	X		X		HAB	0,25			0,06	1
EARL des Passereaux	F21	21	Truchtersheim	1,60	X		X						1,60	1
EARL des Passereaux	F22	23	Truchtersheim	2,98	X		X						2,98	3
EARL des Passereaux	F25	25	Truchtersheim	0,39	X		X		HAB	0,14			0,25	1
EARL des Passereaux	F26	26	Truchtersheim	0,19	X		X		HAB	0,19			0,00	3
EARL des Passereaux	F30	30	Truchtersheim	1,29	X		X						1,29	3
EARL des Passereaux	F40	40	Truchtersheim	2,67	X		X						2,67	3
EARL des Passereaux	F65	65	Truchtersheim	3,97	X		X						3,97	1
EARL des Passereaux	F68	68	Truchtersheim	2,82	X		X						2,82	1
EARL des Passereaux	F69	69	Truchtersheim	0,57	X		X		HAB	0,57			0,00	3
EARL des Passereaux	F70	70	Truchtersheim	1,22	X		X				HYD	0,01	1,21	3
EARL des Passereaux	F71	71	Truchtersheim	2,19	X		X						2,19	1
EARL des Passereaux	F74	74	Truchtersheim	4,00	X		X						4,00	1
EARL des Passereaux	F75	75	Truchtersheim	0,35	X		X				HYD	0,05	0,30	3
EARL des Passereaux	F78	78	Truchtersheim	0,22	X		X				HYD	0,03	0,19	3
EARL des Passereaux	F81	81	Truchtersheim	0,43	X		X						0,43	3
EARL des Passereaux	F85	85	Truchtersheim	0,41	X		X						0,41	3
EARL des Passereaux	F87	87	Truchtersheim	0,84	X		X						0,84	3
EARL des Passereaux	F93	93	Truchtersheim	4,87	X		X						4,87	1
EARL des Passereaux	F95	95	Truchtersheim	0,60	X		X		HAB	0,06			0,54	3
EARL des Passereaux	F98	98	Truchtersheim	11,62	X		X						11,62	1
EARL des Passereaux	F97	97	Furdenheim	1,04	X		X		HAB	1,04			0,00	1
EARL des Passereaux	F98	98	Furdenheim	0,87	X		X						0,87	1
EARL des Passereaux	F99	99	Furdenheim	3,87	X		X				HYD	0,40	3,47	3
EARL des Passereaux	F100	100	Furdenheim	0,40	X		X		HAB	0,40			0,00	21
EARL des Passereaux	F102	102	Furdenheim	4,30	X		X				HYD	0,37	3,93	3
Total EARL des Passereaux				68,70						2,85		3,23	62,78	
EARL HEITZ	G3	3	Truchtersheim	3,69	X		X		HAB	2,85			6,44	3
EARL HEITZ	G4	4	Truchtersheim	1,81	X		X						1,81	1
EARL HEITZ	G5	5	Truchtersheim	3,95	X		X		HAB	0,06			3,89	1
EARL HEITZ	G6	6	Truchtersheim	6,24	X		X		HAB	2,73			3,51	1
EARL HEITZ	G7	7	Truchtersheim	1,39	X		X		HAB	1,05			0,34	3
EARL HEITZ	G8	8	Truchtersheim	3,16	X		X		HAB	1,05			2,71	3
EARL HEITZ	G9	9	Truchtersheim	0,70	X		X		HAB	0,98			0,04	1
EARL HEITZ	G10	10	Truchtersheim	2,10	X		X				HYD	1,03	1,07	21
EARL HEITZ	G11	11	Truchtersheim	0,85	X		X						0,85	1
EARL HEITZ	G13	13	Truchtersheim	7,80	X		X		HAB	0,86			7,14	1
EARL HEITZ	G14	14	Truchtersheim	3,36	X		X				HYD	0,03	3,33	3
EARL HEITZ	G17	17	Truchtersheim	5,39	X		X						5,39	1

Plan d'épandage EARL ULRICH Laurent-1.xls

3 sur 5

30/06/2011

Plan d'épandage à jour 2010

Plan d'épandage EARL ULRICH Laurent mise à jour 2010

Exploitant	N° lots	N° lots PAC	Ban communal	Surface totale	Nature		Rejet de surfaces en raison de la proximité avec des habitations	Surface 1	Ratier de surfaces 35 m des cours d'eau et/ou zone inondable ou PPR	Surface 2	Surface épanchée	Type de Sol	
					Pente								
					Terres labourables	Prairies							Faible
EARL HEITZ	G19	19	Truchtersheim	1,15	X		HAB	0,35			0,80	3	
	G21	21	Truchtersheim	2,10	X	X					2,10	1	
	G22	22	Truchtersheim	4,94	X	X			HYD	0,05	4,89	1	
	G23	23	Truchtersheim	0,55	X	X			HYD	0,55	0,00	1	
	G25	25	Wilgothheim	1,60	X	X	HAB	0,80			0,71	5	
	G27	27	Wilgothheim	1,38	X	X	HAB	0,65			0,73	5	
	G28	28	Wilgothheim	1,07	X	X	HAB	0,38			0,69	5	
	G29	29	Wilgothheim	1,55	X	X					1,55	5	
	G30	30	Wilgothheim	1,30	X	X	HYD, HAB	1,20			0,10	1	
	G32	32	Truchtersheim	3,02	X	X	HAB	0,38			2,64	1	
	G33	33	Schneersheim	1,90	X	X					1,90	3	
	Total EARL HEITZ			80,60				11,88		2,11	46,73		
	KNAB Ebi	H4	4	Schneersheim	3,71	X	X	HAB	1,27			2,44	3
		H101	101	Truchtersheim	9,47	X	X	HAB	1,12	pouiller	0,33	2,02	1
		H102	102	Truchtersheim	1,74	X	X					1,74	3
		H103	103	Truchtersheim	0,99	X	X	HYD, HAB	0,86			0,33	3
		H104	104	Truchtersheim	2,01	X	X	HYD, HAB	0,94			1,07	3
H105		105	Truchtersheim	2,30	X	X	HAB	0,56			1,74	3	
H107		107	Truchtersheim	2,45	X	X					2,45	1	
H108		108	Truchtersheim	0,60	X	X			HYD	0,44	0,16	3	
H110		110	Truchtersheim	4,22	X	X					4,22	3	
H113		113	Truchtersheim	2,24	X	X	HYD, HAB	0,94			1,30	3	
H114		114	Truchtersheim	4,10	X	X					4,10	1	
H116		116	Truchtersheim	4,86	X	X					4,66	1	
Total KNAB Ebi				32,49				6,49		0,77	26,23		
EARL LAZARUS Française		I1	1	Berselt	3,17	X	X					2,80	3
		I4	4	Truchtersheim	3,45	X	X			HYD	0,37	2,93	3
		I8	8	Truchtersheim	2,84	X	X				0,52	2,84	1
		I7	7	Truchtersheim	1,76	X	X					1,76	1
	I9	9	Truchtersheim	3,92	X	X					3,92	1	
	I10	10	Truchtersheim	3,13	X	X					3,13	3	
	I11	11	Truchtersheim	0,97	X	X	HAB	0,09		0,28	1		
	I12	12	Truchtersheim	2,77	X	X				2,77	1		
	I14	14	Truchtersheim	0,91	X	X	HAB	0,59		0,32	3		
	I16	16	Truchtersheim	2,18	X	X					2,18	1	
	I17	17	Truchtersheim	3,18	X	X					3,18	1	
	I18	18	Truchtersheim	3,34	X	X					3,34	1	
	I20	20	Truchtersheim	1,05	X	X					1,05	3	
	I22	22	Truchtersheim	0,98	X	X	HYD, HAB	0,47			0,51	21	
	I24	24	Truchtersheim	2,02	X	X			HYD	0,99	2,02	3	
	I25	25	Truchtersheim	3,17	X	X	HAB	0,27			2,90	3	
	EARL LAZARUS Française	I27	27	Truchtersheim	0,78	X	X					0,78	3

Plan d'épandage EARL ULRICH Laurent-1.xls

Plan d'épandage à jour 2010
Plan d'épandage EARL ULRICH Laurent mise à jour 2010

Exploitant	N° lots	N° lots PAC	Ben communal	Nature		Pente		Retrait de surfaces en raison de la proximité avec des habitations	Surface 1	Retrait de surfaces 35 m des cours d'eau efflu zone montable et/ou PPR	Surface 2	Surface épandable	Type de Sol
				Tentes labourables	Prairies	Faible	Fort						
EARL LAZARUS François	J28	28	Truchtersheim	X		X			1,42		1,88	2,10	3
Total EARL LAZARUS François				44,38								43,06	
MATZINGER Francis	J1	1	Piedbuisheim	X		X						1,34	1
MATZINGER Francis	J2	2	Piedbuisheim	X		X		HYD,HAB	1,08			0,16	3
MATZINGER Francis	J8	8	Truchtersheim	X		X						4,50	1
MATZINGER Francis	J9	9	Piedbuisheim	X		X		HYD,HAB	1,74			1,39	3
MATZINGER Francis	J11	11	Duningen	X		X						0,94	5
MATZINGER Francis	J12	12	Berstet	X		X				HYD	0,12	1,32	3
MATZINGER Francis	J13	13	Schnersheim	X		X						3,60	3
MATZINGER Francis	J15	15	Schnersheim	X		X						0,47	1
MATZINGER Francis	J16	16	Schnersheim	X		X						0,87	1
MATZINGER Francis	J17	17	Schnersheim	X		X						0,81	3
MATZINGER Francis	J18	18	Schnersheim	X		X						0,71	3
MATZINGER Francis	J19	19	Schnersheim	X		X						0,51	1
MATZINGER Francis	J20	20	Schnersheim	X		X						5,13	1
MATZINGER Francis	J22	22	Schnersheim	X		X		HAB	0,38			0,00	1
MATZINGER Francis	J23	23	Wiesenheim	X		X						1,13	1
Total MATZINGER Francis				32,20					3,20		0,12	28,88	
LAZARUS Gérard	K23	23	Truchtersheim	X		X						2,98	1
LAZARUS Gérard	K24	24	Truchtersheim	X		X						1,00	1
LAZARUS Gérard	K26	26	Truchtersheim	X		X						0,47	21
LAZARUS Gérard	K27	27	Stuzheim-Offenheim	X		X				HYD		0,46	1
LAZARUS Gérard	K28	28	Truchtersheim	X		X						1,00	1
Total LAZARUS Gérard				5,94					0,90		0,47	5,47	
SIES Alain	L1	1	Truchtersheim	X		X						1,27	1
SIES Alain	L2	2	Truchtersheim	X		X						1,52	3
SIES Alain	L3	3	Truchtersheim	X		X		HAB	0,19			0,08	1
SIES Alain	L4	4	Truchtersheim	X		X		HYD,HAB	1,47			0,24	21
SIES Alain	L7	7	Truchtersheim	X		X						0,90	3
SIES Alain	L8	8	Truchtersheim	X		X						2,15	1
SIES Alain	L9	9	Truchtersheim	X		X						1,70	1
SIES Alain	L10	10	Truchtersheim	X		X						0,98	1
Total SIES Alain				10,44					1,80		0,00	8,64	
Total général				425,63					37,31		15,25	370,07	

HAB= abréviation utilisée pour retrait de surface en raison de la proximité des habitations
HYD= abréviation utilisée pour retrait de surface en raison de la proximité des cours d'eau 35m
HYD, HAB= abréviations utilisées pour les parcelles où il y a retrait de surface en raison de la proximité des habitations et des cours d'eau.
HYD, HAB= le retrait total est indiqué dans la colonne habitations car on ne peut pas distinguer le retrait habitations et le retrait cours d'eau